

**LEA, LUXEMBOURG EVENT ASSOCIATION, ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF
SIEGE SOCIAL : 7, RUE ALCIDE DE GASPERI, L-1615 LUXEMBOURG**

STATUTS

I. LA DENOMINATION, L'OBJET ET LE SIEGE

Art. 1. Il est formé entre les membres une association sans but lucratif dénommée « Luxembourg Event Association », en abrégé « LEA » (ci-après « L'Association »).

Art. 2. L'Association a pour objet la défense des intérêts professionnels de ses membres tant sur le plan national que sur le plan international. Son but est également de promouvoir l'extension et le perfectionnement des institutions de son secteur d'activité. A cet effet elle peut agir seule ou dans le cadre de la clc, confédération luxembourgeoise du commerce asbl à laquelle elle est affiliée et dont elle soutient solidairement les actions.

Art. 3. L'Association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. L'Association a son siège social à Luxembourg. Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Art. 5. La durée de l'Association est illimitée.

Art. 6. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

II. LES MEMBRES

Art. 7. Peut devenir membre effectif de l'association toute entreprise ou commerçant légalement établi sur le territoire du G. -D. de Luxembourg actif dans le domaine de l'événementiel. Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par décision du Conseil d'administration à la suite d'une demande formulée par courrier électronique ou un formulaire en ligne. Le Conseil d'administration décide des admissions à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés. Il n'est pas tenu de motiver le refus d'admission.

Art. 8. Les membres seront tenus de payer une cotisation annuelle dont le montant et les modalités de calcul sont fixées par le Conseil d'administration. En tout état de cause, le montant de la cotisation annuelle ne peut être inférieur à 100 euros ni supérieur à 10.000 euros. Chaque membre devra payer sa cotisation à l'échéance fixée. Si aucun montant n'est déterminé, le montant est considéré comme fixé à cent euros (100 €).

Les membres devront en sus adhérer à la clc, confédération luxembourgeoise du commerce asbl dont l'Association est un membre affilié et en payer la cotisation annuelle.

Art. 9. Les membres s'engagent à respecter le principe et l'objet de l'Association, ainsi que les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration. Toute présentation d'une demande d'adhésion à l'Association implique de plein droit l'acceptation des dispositions des présents statuts.

Art. 10. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'Association après envoi de leur démission écrite au Conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de 3 mois à compter du jour de l'échéance des cotisations tout membre n'ayant pas payé la cotisation de l'Association ou de la clc, confédération luxembourgeoise du commerce asbl, lui

incombant. L'affiliation prend fin de plein droit par la dissolution respectivement le décès du membre.

Art. 11. Les membres peuvent être exclus de l'Association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'Association ou de la clc, confédération luxembourgeoise du commerce asbl, ou ne respectent pas les conditions émises à l'article 9 des présents statuts. À partir de la proposition d'exclusion formulée par le Conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'Assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Art. 12. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations versées.

Art. 13. La liste des membres est publiée chaque année et ce dans un délai de trois mois à compter de la date d'échéance de l'appel de cotisation.

III. L'ASSEMBLEE GENERALE

Art. 14. L'Assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le Conseil d'administration régulièrement une fois par an et endéans les premiers six mois de chaque année sociale, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'Association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demande par écrit en proposant un ordre du jour au Conseil d'administration.

Art. 15. L'Assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants :

- La modification des statuts ;
- La nomination et révocation des administrateurs et, le cas échéant, des réviseurs de caisse ;
- L'approbation du budget et des comptes dans les six mois de la fin de l'exercice social ;
- La dissolution de l'Association ;
- L'exclusion d'un membre ;
- L'exercice de tout autre pouvoir édicté par la loi ou les présents statuts, et qui ne sont pas attribués à d'autres organes.

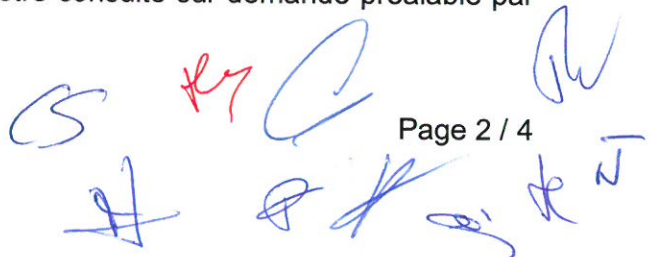
Art. 16. La convocation se fait au moins 15 jours calendaires avant la date fixée pour l'Assemblée générale, moyennant courrier électronique devant mentionner l'ordre du jour proposé. L'Assemblée générale se tient au siège social de l'association ou en tout autre lieu spécifié dans la convocation.

Art. 17. Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 18. Tous les associés ont un droit de vote égal dans l'Assemblée générale et les résolutions sont prises à majorité absolue des voix sous réserve des dispositions des articles 11 et 27. Chaque membre peut représenter jusqu'à trois membres. Le mandat doit être écrit. La représentation par un tiers n'est pas autorisée.

Art. 19. Les résolutions de l'Assemblée générale, signées par deux membres du Conseil d'administration, sont portées à la connaissance des membres par courrier électronique et des tiers par la voie du Recueil Electronique des Sociétés et Associations. Elles sont conservées dans un registre au siège de l'Association pouvant être consulté sur demande préalable par les membres.

Page 2 / 4



Art. 20. L'Assemblée générale peut nommer, à la majorité simple des voix, pour une durée de trois ans renouvelables, deux (2) commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes peuvent être choisis parmi les membres effectifs de l'Association ou toute autre personne sans conflit d'intérêt avec la mission qui lui sera confiée. Aucun membre du conseil d'administration ne peut être nommé commissaire aux comptes.

Ils sont chargés de vérifier la comptabilité, ainsi que les comptes arrêtés par le trésorier à la clôture de l'exercice social.

IV. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 21. L'Association est gérée par un Conseil d'administration composé de 3 à 10 administrateurs, élus à la majorité simple des voix par l'Assemblée générale. La durée de leur mandat est de 3 ans renouvelable. En cas de vacance, le Conseil d'administration peut pourvoir provisoirement au remplacement de cet administrateur par cooptation. Cette nomination par cooptation sera soumise à l'approbation de la prochaine Assemblée générale à tenir.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises de manière collégiale. Il désigne notamment en son sein un président, un secrétaire et un trésorier.

Le Conseil d'administration peut également désigner dans ou hors de son sein des conseillers et des observateurs. Le Conseil d'administration pourra encore instituer des commissions permanentes ou temporaires qu'il jugera nécessaires au bon fonctionnement de l'association.

Le Conseil d'administration est libre d'adopter un règlement d'ordre interne.

Art. 22. Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président chaque fois que les intérêts de l'Association l'exigent ou à la demande de la moitié des administrateurs. Il ne peut valablement délibérer que si la moitié des administrateurs au moins est présente ou représentée. La présence par vidéoconférence est admise. Chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul autre administrateur. Le mandat doit être donné par courrier électronique. Toute décision est prise à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

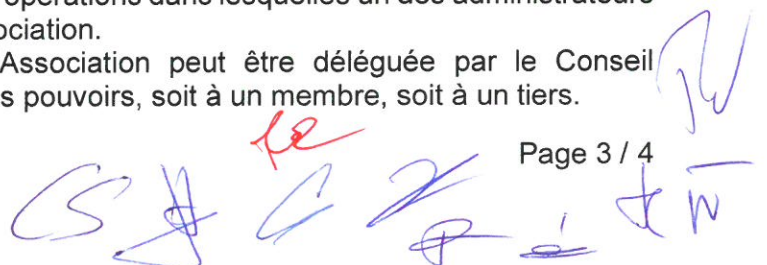
Le Conseil d'administration peut également prendre des décisions par procédure écrite par courrier électronique selon les mêmes règles de quorum et sous réserve que tous les administrateurs aient été destinataires du courrier électronique.

Art. 23. Le Conseil d'administration gère les affaires de l'Association, exécute les décisions de l'assemblée générale et représente l'Association dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. À l'égard des tiers, l'Association sera valablement engagée par les signatures de deux administrateurs en fonction.

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour l'administration et la gestion de l'association, à l'exception des pouvoirs expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'Assemblée générale. Il peut sans limitation conférer tous pouvoirs spéciaux nécessaires à des représentants de son choix, membres ou non de l'association.

L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de l'association, dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à la délibération y afférente. Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de l'Association.

La gestion journalière des affaires de l'Association peut être déléguée par le Conseil d'administration, à l'exclusion de tous autres pouvoirs, soit à un membre, soit à un tiers.



Art. 24. Le Conseil d'administration soumet annuellement, dans les six mois de la clôture de l'année sociale, à l'approbation de l'Assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Art. 25. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'Association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

Art. 26. Les ressources de l'Association comprennent notamment mais non exclusivement :

- les cotisations des membres,
- l'autofinancement
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur autorisés dans les conditions de l'article 16 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

V. LA MODIFICATION DES STATUTS, LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION

Art. 27. Les modifications des statuts ainsi que leur publication et la dissolution de l'Association s'opèrent conformément aux articles 8, 20 et 22 de la loi modifiée du 21 avril 1928.

Art. 28. En cas de dissolution de l'Association, son patrimoine sera affecté, après liquidation du passif, à la clc, confédération luxembourgeoise du commerce asbl.

VI. LES DISPOSITIONS FINALES

Art. 29. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée, ainsi, le cas échéant, qu'au règlement interne en vigueur.

petty Thines Laurent Gili's Laitix LUPWIC Hotschug Ried
[Signature] [Signature] [Signature] [Signature]
Patrick W. Huer Tom Steffen Paul Thies
[Signature] [Signature] [Signature]
Risché Potrd Charles Schroeder [Red Signature]
[Signature] [Signature] [Red Signature]
[Signature] [Signature] [Red Signature]